



F O N D A T I O N
RES PUBLICA



FONDATION
RES PUBLICA

→ *reconnue d'utilité publique*

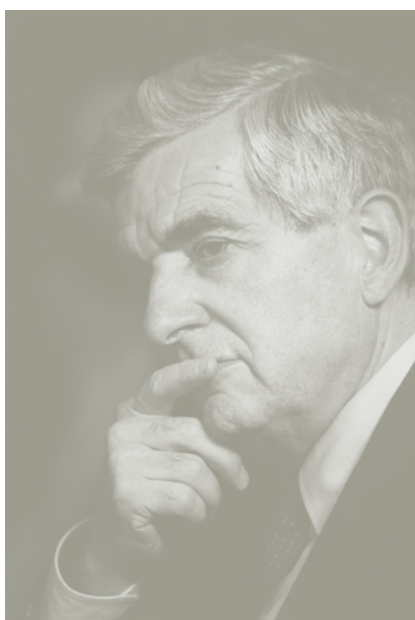
FONDATION DE RECHERCHE RES PUBLICA

NOTE DE PRÉSENTATION	8
UN ÉTABLISSEMENT D'UTILITÉ PUBLIQUE	12
CONSEIL SCIENTIFIQUE DE LA FONDATION	13
UN PROGRAMME DE COLLOQUES	14
LES INVITÉS DE LA FONDATION	18
L'IDÉE RÉPUBLICAINE	20
LA FONDATION SUR LE WEB	21

**RÉPUBLIQUE,
MONDIALISATION,
DIALOGUE DES
CIVILISATIONS
ET DES NATIONS.**



FONDATION
RES PUBLICA
NOTE DE PRÉSENTATION



JEAN-PIERRE CHEVÈNEMENT
Président de la Fondation Res Publica

La Fondation Res Publica a été créée en décembre 2005 sous la forme d'un établissement reconnu d'utilité publique. Elle s'est donné pour objectif la réflexion, l'analyse et la capacité de proposer des choix de politiques publiques, face aux grands enjeux actuels, dans le cadre national et dans le cadre du monde globalisé. Sa perspective est celle d'une évolution vers un dialogue réel des cultures et des nations, dont la traduction politique est la multilatéralité dans la prise de décision et la conduite des actions les plus conséquentes pour l'avenir du monde. Dans le même esprit elle mène une réflexion constructive à propos des grandes questions de société, fondée sur l'exigence et l'actualité d'un modèle républicain pour le XXI^e siècle. Depuis la fin de l'année 2008, la Fondation a tout particulièrement consacré sa réflexion à la crise économique qui frappe le monde entier, aux réponses à apporter, au nouveau modèle de développement à favoriser, à la lumière d'un intérêt général seul capable d'équilibrer les dérives du marché.

UN CENTRE DE RÉFLEXION ET DE PROPOSITION SUR LES ENJEUX PRINCIPAUX DU MONDE D'AUJOURD'HUI

La Fondation Res Publica s'est attachée depuis quatre ans à examiner les principaux défis d'aujourd'hui, tant dans leur dimension thématique (approvisionnement énergétique, question agricole et alimentaire, avenir du dollar, régulation des échanges, par exemple) qu'à partir de cadres géographiques particuliers : l'Asie du sud-est entre ses géants, l'avenir des Balkans, du Moyen-Orient, le devenir de l'Afrique... Elle s'est également consacrée à une réflexion approfondie sur l'évolution de la société : inégalités en France, Ecole et société du savoir, entreprises et territoires, problèmes clés des institutions, des finances publiques, du système politique et médiatique, etc. Elle a réservé une place très importante à l'Europe et à la relation franco-allemande dans toutes ses dimensions.

En 2009, la Fondation s'est attachée spécialement à préciser les diagnostics et à formuler des propositions face à la crise financière et économique actuelle. La crise, telle qu'elle se développe, consacre le double-retour de la puissance publique et du fait national. La solution sera sans doute moins « social-démocrate » que républicaine. La matrice et la dynamique républicaines sont précieuses pour rétablir les équilibres brisés par la globalisation. Le modèle républicain constitue une grille de lecture adaptée aux défis de la refondation du système économique, financier et social mondial. Les Etats nationaux détiennent les capacités nécessaires pour mener des actions d'envergure. L'Europe des cercles concentriques (G4, Eurogroupe, et enfin les 27 pays membres) qui s'est mise en mouvement montre bien que le temps de la coopération n'est pas celui de l'intégration. La France a un rôle particulier à jouer pour dynamiser une construction européenne réaliste : une Europe des peuples, une Europe des nations et donc des Etats, une Europe à géométrie variable et s'assumant comme telle.

Les Etats-Unis n'ont plus les moyens de dominer seuls le reste du monde. La multipolarité est l'horizon du monde qui vient. Une redistribution de la puissance s'opère. Elle doit se traduire à travers la réforme des institutions internationales. Et la relance économique doit s'inscrire dans une projection à long terme d'un modèle de développement plus soucieux de l'environnement. Il s'agit de promouvoir un modèle de croissance qui puisse être étendu et généralisé, ce qui n'est manifestement pas le cas du modèle actuel des pays développés.

Sur le fondement de ces idées, la Fondation Res Publica a privilégié les axes de réflexion et de proposition suivants :

POUR UNE REFONDATION EUROPÉENNE

Dans l'épreuve, les faux semblants ont été pulvérisés. Il n'existe pas aujourd'hui de demos européen, comme l'a relevé, à juste titre, la Cour constitutionnelle fédérale de Karlsruhe. Les nations européennes constituent des réalités profondément enracinées dans l'Histoire. Poser le problème de la démocratie au niveau de l'Europe revient à admettre la réalité des nations européennes et à reconnaître que c'est dans le cadre de la nation que s'exerce d'abord la démocratie. C'est de cette manière que l'Europe dont nous avons besoin pourra se ressourcer. Prise entre la concurrence des pays à bas coûts de main d'œuvre et un dollar sous-évalué, l'Europe est menacée de déclin industriel. Plus que de mécanos institutionnels, nous avons d'abord besoin d'action et de volonté conjuguées.

La Fondation s'est ainsi attachée à définir ce que pourrait être un gouvernement économique de la zone euro, une politique européenne de l'énergie, une politique commerciale fondée sur une concurrence équitable.

La relation franco-allemande est, de ce point de vue, centrale. Nous consacrons beaucoup d'effort à la connaissance approfondie des évolutions de notre voisin et partenaire. Il s'agit de formuler des propositions capables d'infléchir l'actuelle politique de l'Allemagne vers une attitude moins « orthodoxe », mais mutuellement bénéfique, sans dissimuler les obstacles qui se trouvent sur ce chemin.

La relation que nous devons entretenir avec la Russie, acteur-clé pour l'avenir européen, non seulement pour nos approvisionnements énergétiques, mais pour l'équilibre d'un monde multipolaire, n'est pas moins importante.



UNE RÉVISION DU RÔLE DE L'ÉTAT

La crise systémique du capitalisme financier met en évidence la nécessité de disposer des outils d'un État moderne, adaptés aux nouveaux défis. Les changements en cours ne périment pas l'État mais lui assignent de nouvelles responsabilités.

La réhabilitation de l'État au cœur de l'ordre international s'est imposée, mais le rôle qu'il va devoir assumer suppose des choix. Devra-t-il être le pompier qui éteindra les feux dans l'urgence avant de se retirer ? Ou doit-il jouer un rôle plus actif, stratège et anticipateur, pour un pilotage de long terme ?

Devant les insuffisances criantes de la régulation des activités financières, un retour de l'État doit être pensé comme outil de l'intérêt général au niveau national, européen et mondial, non pas pour éteindre les feux de la dépression puis se retirer ensuite, mais bien pour intervenir durablement dans le pilotage de l'économie et la construction d'un nouveau modèle de développement.

RELEVER LES DÉFIS DE LA CRISE MONDIALE

La Fondation a consacré plusieurs de ses travaux à analyser sans relâche les phénomènes marquants du désordre mondial. La question de l'évolution du commerce international est posée à travers les échecs répétés des cycles de l'OMC. Le respect des valeurs proclamées d'échanges justes entre les différentes parties du monde, qui fondaient l'Organisation mondiale du commerce, doit conduire, à de forts correctifs. La question de la protection dans le cadre d'une concurrence équitable peut être posée. De même, une nouvelle régulation du système monétaire international, actant la faiblesse du dollar et l'émergence d'autres monnaies (yuan, yen, euro) ne pourra être éludée à moyen terme. Elle devra prendre en compte les intérêts légitimes des pays émergents et des pays pauvres.

UNE MATRICE RÉPUBLICAINE POUR AMÉLIORER LES RAPPORTS ENTRE LES PEUPLES

Le « choc des civilisations » n'est pas dans l'intérêt de l'Europe et encore moins de la France. Il contribuerait à une régression dans l'intégrisme et l'obscurantisme et ne manquerait pas d'encourager aussi les replis dans les pays européens. L'approfondissement du modèle républicain offre une réponse à tous les pays qui ne veulent pas se laisser entraîner dans cet engrenage.

Il n'y a pas de développement qui vaille sans le respect de l'authenticité et de la dignité de chaque peuple. Il s'agit de « faire se rejoindre dans une société donnée, la modernisation avec le sentiment de l'authentique ; rendre cette société capable, soit d'intégrer à son propre legs les emprunts d'outillages et de méthodes qu'elle fait à l'extérieur, soit de transposer son identité traditionnelle en termes d'avenir »¹. Chacun doit trouver dans sa propre culture et dans son histoire particulière à la fois la motivation de son développement et un accès à l'universel. La force et la cohérence de l'idée républicaine fournissent ainsi la meilleure boussole pour les temps difficiles qui s'annoncent.

À partir des valeurs républicaines, il s'agit d'ouvrir un chemin d'universalisation et de fonder la paix sur le dialogue des cultures, les échanges et la reconnaissance mutuelle des différentes nations. Le message de la France, comme logiciel républicain à l'œuvre dans l'histoire des deux derniers siècles, n'a rien perdu de sa force malgré tous les obstacles.

¹ Jacques Berque – Recherche, technologie et progrès en coopération – Rapport au ministre de la Recherche et de la Technologie, 15 avril 1982.

PENSER UN ESPACE EUROPÉEN ET EURO-MÉDITERRANÉEN

Ainsi, tout particulièrement, dans le monde multipolaire qui émerge, la Fondation s'efforce de cerner ce qui peut fonder la cohésion d'un ensemble européen et euro-méditerranéen.

C'est un travail de fond sur les valeurs et les concepts d'organisation qu'il convient de mener. Cet effort de recherche appliquée doit mettre en valeur les convergences possibles en matière de droit, d'administration, de service public, d'éducation, d'intégration et d'accès à la citoyenneté. Il doit permettre aussi les rapprochements concrets, à travers des projets de coopération en matière industrielle, d'infrastructures de communication à l'échelle continentale ou d'organisation monétaire : il s'agit de promouvoir une coopération d'égal à égal dans un vaste ensemble européen sur la base de complémentarités à renforcer et de valeurs universelles naturellement sujettes à débat et à confrontation. La Fondation veut être un laboratoire du dialogue entre les nations et les cultures en fournissant des concepts et des projets à tous ceux qui entendent œuvrer au rapprochement entre « les deux rives ».

LES CONCEPTS-CLÉS DU MODÈLE RÉPUBLICAIN

Un des objets privilégiés de la Fondation est l'approfondissement des concepts-clés du modèle républicain (nationalité fondée sur la citoyenneté, intégration, laïcité, éducation civique, mission à cet égard fondatrice de l'École, égalité de tous devant la loi, prévalence de l'intérêt général, organisation territoriale équilibrée, garantie des libertés publiques, définition et rôle des services publics, civisme versus « montée des communautarismes » etc.), ainsi que le développement, à partir de ces notions, du dialogue entre les cultures et entre les nations. À l'heure des communautarismes, de la désintégration du tissu social et de l'espace public, ce modèle républicain est de pleine actualité.

Dans cette perspective, lorsque la Fondation se tourne vers les problèmes de la société française, le perfectionnement du modèle républicain la conduit à mener une réflexion dégagée des œillères partisans sur le renouvellement nécessaire de la démocratie.

LES ACTIVITÉS DE LA FONDATION

Les activités de la Fondation consistent en l'organisation de séminaires, de colloques, de débats et de discussions, mais également en la production régulière, ou à la demande, de notes et de dossiers. Ces travaux peuvent intéresser les Pouvoirs publics, les institutions européennes, les États ou les régions d'Europe ou riverains de la Méditerranée, ou encore les entreprises engagées dans les projets d'investissement ou de développement dans des régions du monde où une bonne intelligence des sociétés est indispensable.

Le travail de la Fondation s'appuie sur la réunion d'experts, d'universitaires et de chercheurs dont le travail fait l'objet d'une programmation constamment renouvelée. Le processus de recherche de la fondation commence par un programme de travail préalablement défini par le Conseil scientifique qui désigne pour chaque thème retenu un ou plusieurs chefs de file. La coordination est assurée par le directeur et par une équipe d'animation rapprochée. Des tables rondes régulières ainsi que des débats-rencontres permettent d'éclairer les problématiques et les points-clés des thèmes à traiter.

Plus de cinquante colloques et rencontres ont été tenus à ce jour, permettant l'édition d'autant de Cahiers, plusieurs études, notes et documents ont été publiés, ainsi que deux livres issus de la collection L'Idée Républicaine. Enfin, un site internet (www.fondation-res-publica.org) met à votre disposition tous les travaux de la Fondation Res Publica.

JEAN-PIERRE CHEVÈNEMENT

Président de la Fondation Res Publica

UN ÉTABLISSEMENT D'UTILITÉ PUBLIQUE

La FONDATION RES PUBLICA a été reconnue d'utilité publique par décret du 30 décembre 2005.

Elle est présidée par son fondateur, Jean-Pierre Chevènement, et administrée par un Conseil composé de

Quatre membres au titre du collège des fondateurs :

JEAN-PIERRE CHEVÈNEMENT

Sénateur, ancien ministre et président fondateur

DIEUDONNÉ MANDELKERN

Conseiller d'État honoraire

JEAN-PIERRE COSSIN

Conseiller-maître à la Cour des Comptes

SAMI NAÏR

Universitaire, conseiller d'Etat en service extraordinaire

Cinq membres au titre du collège des personnalités qualifiées :

MARIE-FRANÇOISE BECHTEL

Conseiller d'Etat, vice-présidente de la Fondation

FRANÇOISE BOUVIER

Maître de conférences à l'Université de Franche-Comté

DOMINIQUE GARABOL

Cadre bancaire

PIERRE PAPON

Professeur d'Université, ancien directeur général du CNRS

PATRICK QUINQUETON

Conseiller d'Etat

Un Commissaire du gouvernement, représentant le ministre de l'Intérieur, siège au Conseil d'administration.

Un Comité d'audit vérifie la bonne exécution des budgets. Il est composé de

M. JEAN-LOUIS CHARTIER

Ancien président de Chambre Régionale des Comptes

JEAN-PAUL ESCANDE

Ancien président de la Société bordelaise de CIC

DOMINIQUE GARABOL

Directeur de banque

CONSEIL SCIENTIFIQUE DE LA FONDATION

PRÉSIDENT DU CONSEIL SCIENTIFIQUE **ALAIN DEJAMMET**

Ambassadeur de France

PIERRE ANTONMATTEI

Inspecteur général de l'Education Nationale

ELIE ARIÉ

cardiologue

CHARLES BARBEAU

Conseiller d'Etat honoraire

ANDRÉ BARILARI

Inspecteur général des Finances

MARIE-FRANÇOISE BECHTEL

Conseiller d'Etat, ancienne directrice de l'ENA

FRANÇOISE BELLANGER

Ancienne directrice de la Communication de la Cité des Sciences et de l'Industrie

YANNICK BLANC

consultant

YERO BOLI

Ministre des armées du Burkina Faso

LUCIEN BOURGEOIS

Économiste

BOUTROS BOUTROS GHALI

Ancien secrétaire général de l'O.N.U.

FRANÇOISE BOUVIER

Maître de conférences à l'Université de Franche-Comté

JEAN-PIERRE COSSIN

Conseiller maître à la Cour des Comptes

JEAN-MARIE DELARUE

Conseiller d'Etat

BERTRAND DUTHEIL DE LA ROCHÈRE

Cadre d'entreprise

JACQUES FOURNIER

Conseiller d'Etat honoraire, ancien président de la SNCF et de Gaz de France

DOMINIQUE GARABOL

Cadre de banque

JEAN-LUC GARY

Administrateur territorial

JEAN-LUC GRÉAU

Économiste

LOÏC HENNEKINNE

Ambassadeur de France

SYLVAIN HERCBERG

Cadre d'entreprise

EDOUARD HUSSON

Professeur à l'université d'Amiens

JULIEN LANDFRIED

consultant de presse et politique en ligne

ANNE-MARIE LE POURHET

professeur des universités

THIERRY LE ROY

Conseiller d'Etat

REDHA MALEK

Ancien Premier ministre de la République algérienne

DIEUDONNÉ MANDELKERN

Président de section honoraire au Conseil d'Etat

DIDIER MOTCHANE

Conseiller-maître honoraire à la Cour des Comptes

SAMI NAÏR

Universitaire

CLAUDE NICOLET

Professeur au Collège de France

MOKTAR OUANE

Ministre des affaires étrangères du Mali

JEAN-PAUL PAGÈS

Cadre d'entreprise

PIERRE PAPON

Professeur d'Université, ancien Directeur général du CNRS, puis de l'IFREMER

JEAN-JACQUES PAYAN,

Professeur d'Université, ancien Directeur général du CNRS et des enseignements Supérieurs, ancien directeur de la Recherche de Renault

HENRI PENA-RUIZ

Professeur d'université

NATHALIE PILHES

Administrateur civil

PATRICK QUINQUETON

Conseiller d'Etat

YOURI ROUBINSKI

Chercheur

JACQUES SAPIR

Universitaire

NICOLAS SARKIS

Expert des questions énergétiques

MICHEL SUCHOD

Diplomate

MICHEL TROPER

Professeur des Universités

JACQUES WARIN

Ancien ambassadeur

*Un vaste programme
de colloques et tables-rondes
couvre les champs d'étude
de la Fondation.
Voici les thèmes abordés
lors de ces rencontres.*

RÉPONSES RÉPUBLICAINES À LA CRISE

MONDIALISATION ET INÉGALITÉS EN FRANCE
COLLOQUE DU 21 SEPTEMBRE 2009

L'IMPACT DE LA CRISE SUR LA STABILITÉ DE L'EURO
TABLE-RONDE DU 4 MAI 2009

**CRISE DU LIBRE-ÉCHANGE MONDIAL :
COMMENT EN SORTIR ?**
COLLOQUE DU 27 AVRIL 2009

L'EUROPE AU DÉFI DE LA CRISE
COLLOQUE DU 14 FÉVRIER 2009

**QUEL GOUVERNEMENT ÉCONOMIQUE
DE LA ZONE EURO ?**
COLLOQUE DU 18 FÉVRIER 2008

L'ALLEMAGNE, LA CRISE, L'EUROPE
COLLOQUE DU 12 JANVIER 2009

L'ÉTAT FACE À LA CRISE
COLLOQUE DU 9 DÉCEMBRE 2009

**QUELLE POLITIQUE AGRICOLE
AU DÉFI DE LA CRISE ALIMENTAIRE MONDIALE ?**
TABLE-RONDE DU 9 JUIN 2008

**CRISES FINANCIÈRES À RÉPÉTITION :
QUELLES EXPLICATIONS ? QUELLES RÉPONSES ?**
COLLOQUE DU 17 OCTOBRE 2007

L'AVENIR DU DOLLAR
COLLOQUE DU 12 JUIN 2006

RECHERCHE ET MONDIALISATION
COLLOQUE DU 20 SEPTEMBRE 2004

L'EUROPE FACE À LA CRISE ET AUX DÉSORDRES DE LA GLOBALISATION

QUELLE POLITIQUE EUROPÉENNE DE L'ÉNERGIE ?
COLLOQUE DU 20 OCTOBRE 2008

**APPROVISIONNEMENT ÉNERGETIQUE
DE L'EUROPE ET POLITIQUE
DE GRAND VOISINAGE**
COLLOQUE DU 14 DÉCEMBRE 2004

L'AVENIR DE LA GAUCHE ALLEMANDE
TABLE-RONDE DU 29 JUIN 2009

« L'ALLEMAGNE AU SOMMET DE L'EUROPE » ?
COLLOQUE DU 17 MARS 2008

L'ALLEMAGNE, L'EUROPE ET LA MONDIALISATION
COLLOQUE DU 12 FÉVRIER 2007

**FRANCE - ALLEMAGNE :
QUEL PARTENARIAT POUR QUELLE EUROPE ?**
COLLOQUE DU 7 SEPTEMBRE 2005

**PARIS - BERLIN - MOSCOU
UNE ÉMANCIPATION EUROPÉENNE**
COLLOQUE DU 24 MAI 2005

L'AVENIR DE LA POLITIQUE AGRICOLE COMMUNE
COLLOQUE DU 26 JUIN 2006

**MONDIALISATION RÉGLÉE
DES ÉCHANGES
ET PRÉFÉRENCE EUROPÉENNE**
TABLE-RONDE DU 28 NOVEMBRE 2005

L'AVENIR DE L'EURO
COLLOQUE DU 28 SEPTEMBRE 2005



VERS UN MONDE MULTIPOLAIRE

**LA POLITIQUE EXTÉRIEURE AMÉRICAINE
APRÈS L'ÉLECTION DE BARACK OBAMA**
TABLE-RONDE DU 7 AVRIL 2009

L'ASIE DU SUD-EST ENTRE SES GÉANTS
COLLOQUE DU 21 NOVEMBRE 2007

L'ASIE VUE D'EUROPE
COLLOQUE DU 8 SEPTEMBRE 2008

**RENCONTRE-DÉBAT
AVANT L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE RUSSE**
RENCONTRE DU 25 FÉVRIER 2008

OÙ VA LA RUSSIE ?
COLLOQUE DU 11 OCTOBRE 2005

L'AVENIR DES BALKANS
COLLOQUE DU 24 NOVEMBRE 2009

OÙ VA L'AFRIQUE ?
COLLOQUE DU 30 OCTOBRE 2006

**TURQUIE-MAGHREB :
LES CONDITIONS DU DÉCOLLAGE ÉCONOMIQUE**
COLLOQUE DU 21 FÉVRIER 2006

OÙ VA LA SOCIÉTÉ AMÉRICAINE ?
COLLOQUE DU 4 DÉCEMBRE 2006

LA PAIX ET LA SÉCURITÉ

OÙ VA LE PAKISTAN ?
COLLOQUE DU 22 JUIN 2009

**SÉCURITÉ EUROPÉENNE :
OTAN, O.S.C.E., PACTÉ DE SÉCURITÉ**
COLLOQUE DU 30 MARS 2009

OÙ VA LA SOCIÉTÉ ISRAËLIENNE ?
COLLOQUE DU 16 JUIN 2008

OÙ VA LA SOCIÉTÉ PALESTINIENNE ?
COLLOQUE DU 26 MAI 2008

**LA SÉCURITÉ AU MOYEN-ORIENT
ET LE JEU DES PUISSANCES**
COLLOQUE DU 20 NOVEMBRE 2006

L'AVENIR DE LA DISSUASION FRANÇAISE
COLLOQUE DU 10 JUILLET 2006

L'ONU EN 2005
COLLOQUE DU 6 JUIN 2005

LES GRANDES QUESTIONS DE SOCIÉTÉ EN FRANCE

RÉFORME TERRITORIALE ET DÉVELOPPEMENT
COLLOQUE DU 26 MAI 2009

**TERRITOIRES ET CLASSES SOCIALES
EN FRANCE DANS LA MONDIALISATION**
COLLOQUE DU 14 JANVIER 2008

ENTREPRISES ET TERRITOIRES
COLLOQUE DU 25 SEPTEMBRE 2006

PEUT-ON SE RAPPROCHER D'UN RÉGIME PRÉSIDENTIEL ?
COLLOQUE DU 5 NOVEMBRE 2007

**LA DÉMOCRATIE À L'ÉPREUVE
DU SYSTÈME POLITICO-MÉDIATICO-SONDAGIER ?**
COLLOQUE DU 10 SEPTEMBRE 2007

PARADOXES DU CINÉMA FRANÇAIS
COLLOQUE DU 29 SEPTEMBRE 2008

LE NUCLÉAIRE ET LE PRINCIPE DE PRÉCAUTION
COLLOQUE DU 24 JANVIER 2006

FINANCES PUBLIQUES ET PÉRÉNNITÉ DE L'ÉTAT
COLLOQUE DU 24 AVRIL 2006

PAS DE SOCIÉTÉ DU SAVOIR SANS ÉCOLE
COLLOQUE DU 4 AVRIL 2006

UNE ÉDUCATION CIVIQUE REPUBLICAINE AU XXI^e SIÈCLE
COLLOQUE DU 10 JANVIER 2005

LA RÉPUBLIQUE AU DÉFI DES BANLIEUES
COLLOQUE DU 9 JANVIER 2006

ISLAM DE FRANCE : OÙ EN EST-ON ?
COLLOQUE DU 14 FÉVRIER 2005

LES INVITÉS DE LA FONDATION

JEAN ABITEBOUL

Directeur international de Gaz de France

HASSAN ABOUYOUB Ancien Ministre et ancien Ambassadeur du Maroc à Paris

MARIAM ABOU ZAHAB Chercheur au CERI et chargée de cours à l'INALCO

BENOÎT D'ABOVILLE Ancien ambassadeur auprès de l'OTAN, conseiller-maître à la Cour des comptes

RACHID ADDA

Conseiller régional d'Île-de-France

MICHEL AGLIETTA Universitaire

ELISABETH ALTSCHULL

Auteur de L'École des ego

BRUNO AMABLE

Professeur à l'Université de Paris X

OLIVIER AMIEL Chargé d'enseignement à l'Université de Perpignan

AMIRAL THIERRY D'ARBONNEAU Ancien commandant des Forces océaniques stratégiques

PATRICK ARTUS Directeur des études à Natixis, professeur à l'École polytechnique

ALAIN AUCLAIRE

Ancien Président de la FEMIS

JEAN-YVES AUTEXIER Fondation Res Publica

FLORENCE AUTRET Journaliste économique

EDWIGE AVICE P.D.G. de la Financière de Brienne, expert européen, membre de la chambre professionnelle européenne

EGON BAHR Ancien conseiller de Willy Brandt sur la politique étrangère

ANDRÉ BARILARI

Inspecteur général des Finances

BERTRAND BARRÉ Directeur de la communication scientifique à Areva

PHILIPPE BARRET Inspecteur général de l'Éducation Nationale

MARIE-LAURE BASILIEN

Maître de conférences en droit public à l'Université de Paris III Sorbonne nouvelle

CHRISTIAN BATAILLE DÉPUTÉ

membre de l'Office parlementaire d'évaluation scientifique et technologique

DENIS BAUCHARD Ancien Président de l'Institut du Monde Arabe, chargé d'une mission sur les propositions de réforme des Nations Unies dans le domaine économique et du développement

CLAUDE BÉBÉAR Président de l'Institut Montaigne et du conseil de surveillance d'Axa

MARIE-FRANÇOISE BECHTEL

Conseiller d'Etat, ancienne directrice de l'ENA

JEAN-CHRISTOPHE BELLARD Conseiller « Afrique » de Javier Solana, Haut Représentant de l'Union européenne pour la PESC

GILBERT BENHAYOUN Professeur à l'Université d'Aix-Marseille III, président du Groupe d'Aix

PIERRE BEROUX

Directeur du contrôle des risques à EDF

CALIXTHE BEYALA Écrivain, grand prix du roman de l'Académie française

DIDIER BILLION Directeur adjoint de l'IRIS

AMÉLIE BLOM Chercheur associé au département de sciences sociales de la Lahore University of Management Sciences

JEAN-MARIE BOUISSOU

Directeur de recherches à Sciences Po

LUCIEN BOURGEOIS Chargé des études économiques et de la prospective à l'Assemblée permanente des Chambres d'agriculture

CHRISTOPHE BOUTIN Professeur agrégé de droit public à l'Université de Caen

S.E.M. BOUTROS BOUTROS-GHALI Ancien Secrétaire Général de l'ONU

FRANÇOIS BOUVIER Directeur des relations internationales du Muséum d'Histoire Naturelle
FRANÇOISE BOUVIER Maître de conférences à l'Université de Franche-Comté

MICHEL BOUVIER Professeur de finances publiques et fiscalité à l'Université Paris I Sorbonne, Directeur de la Revue française des Finances Publiques

FRANÇOIS BUJON DE L'ESTANG Ambassadeur de France, président de Citigroup-France

JEAN-YVES CAMUS Professeur à l'Institut universitaire d'études juives Elie Wiesel, chercheur associé à l'IRIS

GILBERT CASASUS

Professeur à l'Université de Fribourg

OLIVIER CAYLA Directeur d'études à l'EHESS

PATRICK CHAMPAGNE Sociologue

FRANÇOIS COEURMONT

Fondation Res Publica

PHILIPPE COHEN Journaliste économique

GUY COQ Ecrivain, philosophe

JEAN-PIERRE COSSIN

Conseiller-maître à la Cour des Comptes

ALAIN COTTA

Professeur à l'Université de Paris-Dauphine

JACQUES CRÉMER Directeur de recherche au CNRS, directeur de l'Institut d'économie industrielle de Toulouse

PIERRE CUYPERS Président de l'Association pour le développement des carburants agricoles

THIERRY DANA Directeur de TD Conseil, ancien conseiller du Président de la République

JEAN-MARC DANIEL Professeur d'économie à l'ESCP-EAP, directeur de la revue Sociétal

FRANÇOIS DAVID Président de la Coface

RÉGIS DEBRAY Ecrivain, philosophe

ALAIN DEJAMMET Ambassadeur de France

et président du Conseil scientifique de la Fondation Res Publica

JEAN-MARIE DELARUE Conseiller d'Etat, ex-délégué interministériel à la ville

JEAN-ARNAULT DERENS Historien, rédacteur en chef du Courrier des Balkans

ERIC DESMAREST Ancien directeur du cabinet du ministre des Affaires étrangères Jean-Bernard Raimond

CHRISTIAN DEUBNER Economiste au CEPH

JEAN-LUC DOMENACH Professeur à l'Institut d'Études Politiques de Paris et Directeur au CERI

NICOLAS DOMENACH

Éditorialiste à Marianne

JEAN-JACQUES DUBY Ancien directeur général de l'École Supérieure d'Électricité (Supélec)

JEAN-PIERRE DUPORT Ancien Délégué à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR), ancien préfet de la région d'Île-de-France, conseiller d'Etat

BERTRAND DUTHEIL DE LA ROCHÈRE

Membre du conseil scientifique de la Fondation Res Publica

GUILLAUME DUVAL Rédacteur en chef

d'Alternatives économiques

JEAN-PAUL ESCANDE

Ancien président de banque

MICHEL FOUCHER Géographe et diplomate, professeur à l'École normale supérieure de Paris-Ulm, ancien ambassadeur

MICHEL FOUQUIN

Directeur adjoint du CEPH

JEAN-PIERRE FOURCADE

Sénateur, ancien ministre des Finances

JACQUES FOURNIER

Conseiller d'Etat honoraire, ancien secrétaire général du gouvernement

ALAIN FRACHON Essayiste et écrivain

BASTIEN FRANÇOIS Professeur de science politique à Paris I, Panthéon-Sorbonne

MAX GALLO Écrivain, historien

LOUIS GALLOIS Co-président d'E.A.D.S.

DOMINIQUE GARABIOL Membre du conseil scientifique de la Fondation Res Publica et directeur à la Caisse nationale des caisses d'épargne

BERNARD GARCIA

Ancien Ambassadeur de France à Ankara

ANDRÉ GAURON

Conseiller maître à la Cour des comptes

GABRIELLE GAUTHEY Membre de l'ARCEP

(Autorité de Régulation des Communications Electroniques et de la Poste)

DENIS GAUTHIER-SAUVAGNAC

Président de l'UIMM

(Union des Industries Métallurgiques et Minières)

LOUIS GAUTIER Ancien conseiller

du Premier ministre Lionel Jospin

OLIVIER GOHIN Professeur de droit public

à Paris II, Panthéon-Assas

JEAN-LUC GRÉAU ECONOMISTE

auteur de L'avenir du capitalisme

et La trahison des économistes

LÉONIDE GRIGORIEV Directeur

de l'Institut russe de l'énergie et des finances

HENRI DE GROSSOUVRE

Directeur du Forum Carolus (Strasbourg)

HENRI GUAINO Conseiller spécial

auprès du Président de la République

GILBERT GUILLAUME Ancien Président

de la Cour Internationale de Justice

CHRISTOPHE GUILLUY Géographe-consultant

(Cabinet Maps), co-auteur avec Christophe Noyé

de Atlas des nouvelles fractures sociales en France

CHRISTINE GUIMONNET Responsable de

la commission civisme de l'Association des professeurs d'histoire et de géographie

FARUK GUNALTAY Professeur de lettres,

directeur d'une salle d'Art et d'Essai à Strasbourg

FRANCIS GUTMANN Ambassadeur de France,

ancien Président de Gaz de France

ABDERAHMANE HADJ NACER Ancien

Gouverneur de la Banque centrale d'Algérie

LORD DAVID HANNAY Ancien représentant

du Royaume-Uni au Conseil de Sécurité, Membre du Comité des Hautes Personnalités

LOÏC HENNEKINNE Ambassadeur de France

Suppléant de l'Union européenne, Président du Comité Français de solidarité internationale

ERNST HILLEBRAND Directeur du bureau

parisien de la Fondation Friedrich Ebert

PHILIPPE HUMBERT

Co-Président de l'Europe-India Businessgroup

JACQUES HUNTZINGER

Ancien ambassadeur de France en Israël,

Président de la Fondation France-Israël

EDOUARD HUSSON Maître de Conférences

à l'Université Paris IV-Sorbonne

PIERRE JACQUET Directeur de la stratégie

à l'Agence française de développement

HERVÉ JOLY Chargé de recherche au CNRS

FRANÇOIS JUNCA P.D.G. de Latécoère

MARIE-PIERRE JUNIER

Chargée de recherche à l'INSERM,

coordonnatrice du Cloeg ParisCentre

STEVE KAPLAN Professeur d'histoire

à Cornell University et à l'Université

de Versailles - St Quentin

HAKIM EL KAROUI Banquier d'affaires,

auteur de L'avenir d'une exception

SADEGH KHARAZI

Ambassadeur d'Iran en France

DAVID KING Secrétaire général de la Fédération

internationale des producteurs agricoles

EVGUENNI KOJOKINE Directeur de l'Institut

russe de Recherches Stratégiques de Moscou

GÉRARD LAFAY

Professeur de sciences économiques

à l'Université Panthéon-Assas Paris-II

BERTRAND DE LARGENTAYE

Conseiller à la délégation de l'Union Européenne

auprès de l'OCDE et de l'UNESCO

JEAN-LUC LAURENT Maire du Kremlin-Bicêtre

et vice-président de la région Île-de-France

en charge du logement

ANNE LAUVERGEON Directrice d'AREVA

SERGUËI LAVROV Ministre des Affaires

Étrangères de la Fédération de Russie

PHILIPPE LAZAR Ancien rapporteur général

du colloque sur la Recherche et le développement

technologique

ERIC LE BOUCHER

Rédacteur en chef au quotidien Le Monde

MARC LE BRIS Auteur de Et vos enfants ne

sauront pas lire ni compter

JACQUES LE CACHEUX Professeur,

directeur des études à l'Observatoire français

des conjonctures économiques

NOAM LEANDRI Statisticien,

Secrétaire général de l'Observatoire des inégalités

DOMINIQUE LECOURT Philosophe

PHILIPPE LEFEBVRE

Observatoire des pôles de compétitivité

CLAUDE LE GAL Secrétaire général du Club

économique franco-allemand

GÉRARD LE GALL

Délégué national du Parti socialiste

CHARLOTTE LEPRI Chercheuse à l'IRIS,

co-auteur, avec Pascal Boniface, de Cinquante

idées reçues sur les États-Unis

ANNE-MARIE LE POURHIET Professeur de droit

public à l'Université de Rennes 1, vice-président de

l'Association française de droit constitutionnel

JEAN-HERVÉ LORENZI

Économiste, Universitaire

LAURENCE LOUËR

Chargée de recherche, Science Po / CERI

ROBERT MAHLER Président France d'Alstom

CLAUDE MANDIL Ancien directeur de l'Agence

internationale de l'énergie

STEPHAN MARTENS Professeur de civilisation

allemande contemporaine à l'Université Michel

de Montaigne Bordeaux 3

CLAUDE MARTIN Ambassadeur de France

GÉNÉRAL MATHE Ancien commandant des

Forces aériennes stratégiques

MOHAMED MAZARI BOUFARES Directeur

« stratégie et prospective » à la Sonatrach (Algérie)

Radhi Meddeb P.D.G. de Comète (Tunis)

LUTZ MEIER Correspondant parisien du

Financial Times Deutschland

JEAN MESSIHA Administrateur civil

au Ministère de la Défense

JEAN-MARIE METZGER

Directeur des échanges à l'O.C.D.E.

JACQUES MISTRAL Professeur des universités,

membre du Conseil d'analyse économique auprès

du Premier ministre, et ancien chef de l'Agence

financière à Washington

BERNARD MIYET Ancien Secrétaire Général

Adjoint de l'ONU, Ancien Ambassadeur à

l'OSCE, Président de la SACEM

DOMINIQUE MOÏSI Conseiller spécial

à l'Institut français des relations internationales

JEAN-EUDES MONCOMBLE Directeur général

de l'Institut français de l'énergie

MICHEL MONNIER Directeur à l'Institut

des Hautes Études de Défense Nationale

THIERRY DE MONTBRIAL de l'Académie des

Sciences Morales et Politiques, Directeur de l'IFRI

SAMI NAÏR Conseiller d'Etat

DOCTEUR NASSIF HITTI

Ambassadeur de la Ligue des Etats arabes à Paris

CLAUDE NICOLET Membre de l'Institut

GENEVIÈVE ZERHINGER

Présidente de la société des Agrégés

FRANÇOIS NICOULLAUD

Ancien ambassadeur en Iran

VALÉRIE NIQUET

Ancien président de Centre Asie de l'IFRI

CHRISTIAN NOYER

Gouverneur de la Banque de France

MOKTAR OUANE

Ministre des Affaires étrangères du Mali

GUY PAILLOTIN Ancien président de l'INRA

NORMAN PALMA Maître de conférences à

l'Université Paris IV

PIERRE PAPON Ancien Directeur Général du

C.N.R.S., ancien P.D.G. de l'IFREMER

OLIVIER PASTRÉ Universitaire

et Président de l'I.M. Bank

JEAN-PIERRE PATAT Conseiller au CEPH et

ancien Directeur général à la Banque de France,

auteur d'une Histoire monétaire de la France et

d'une Histoire de l'Europe monétaire

JEAN-MARIE PAUGAM Directeur à

DES NOTES D'ACTUALITÉS REDIGÉES PAR LES MEILLEURS SPÉCIALISTES

JACQUES SAPIR
REMANIEMENT MINISTÉRIEL EN RUSSIE

ALAIN DEJAMMET
POLITIQUE ÉTRANGÈRE, PRIORITÉS

EMMANUEL TODD & YOUSSEF COURBAGE
RÉVOLUTION CULTURELLE
AU MAROC :
LE SENS D'UNE TRANSITION
DÉMOGRAPHIQUE.

MARIE-FRANÇOISE BECHTEL
SUPÉRIORITÉ DE LA NORME EUROPÉENNE
ET PROTECTION DE LA CONSTITUTION :
ÉTAT DES LIEUX.

L'ARRÊT DU 30 JUIN 2009 DE LA COUR
CONSTITUTIONNELLE DE KARLSRUHE ET
L'EUROPE : UNE RÉVOLUTION JURIDIQUE ?

UNE COLLECTION L'IDEE REPUBLICAINE

La FONDATION RES PUBLICA et les éditions Fayard proposent la collection L'IDÉE RÉPUBLICAINE, dirigée par Didier Motchane : une série d'ouvrages consacrés à l'actualité des concepts républicains. Accessibles, au prix de 10 €, ces livres sont diffusés dans le circuit normal des éditions Fayard.

Sont déjà parus :

LA RÉPUBLIQUE ET L'ÉCOLE

PAR PHILIPPE BARRET

Y a-t-il un déclin de l'école publique ? La question fait débat. Ce qui est sûr en revanche, c'est que l'école publique ne répond plus, aujourd'hui, aux besoins, tant culturels qu'économiques, de la société. L'auteur, inspecteur général de l'Éducation nationale, auteur de nombreux ouvrages analyse dans ce livre les causes de cette dégradation de l'institution scolaire. Il s'attache aussi à esquisser les voies de son redressement.

LA FAUTE DE M. MONNET

– La République et l'Europe –

PAR JEAN-PIERRE CHEVÈNEMENT

Véritable plongée dans la généalogie de la construction européenne à travers le personnage de Jean Monnet, son « inspirateur », cette analyse au scalpel est également une réfutation en règle de l'idéologie « post-nationale » théorisée par Jürgen Habermas, qui prétend déconnecter la démocratie de la nation. Mais Jean-Pierre Chevènement propose aussi d'ouvrir une voie nouvelle : celle d'une République européenne capable d'exister par elle-même., confédération de nations républicaines partageant le même socle de valeurs et un projet commun d'indépendance et de solidarité.

LA FONDATION SUR LE WEB



www.fondation-res-publica.org



La FONDATION RES PUBLICA dispose d'un site Internet accessible gratuitement à l'adresse www.fondation-res-publica.org.

Vous pouvez y consulter l'agenda de la Fondation (thème et date des colloques, discussions ou rencontres à venir), lire les verbatims de nos colloques et acheter les différentes productions et publications (brochures, actes de colloques, ouvrages) de la Fondation. En particulier, les cahiers de la Fondation, reprenant les interventions de nos invités aux colloques, peuvent être commandés directement contre le paiement en ligne ou par chèque de 10 € pièce.

Grâce à notre lettre d'informations électronique, vous pouvez être tenu au courant de tous les événements auxquels la Fondation participe ou organisée par elle. Aussi, vous pourrez recevoir sur votre courriel invitations aux rencontres et compte-rendu de nos colloques.

Si vous souhaitez soutenir financièrement la FONDATION RES PUBLICA, reconnue d'utilité publique, vous pouvez télécharger le formulaire de soutien, qui vous ouvrira droit à une réduction fiscale. Notons enfin que l'audience du site internet de la Fondation est importante chez les chercheurs, les universitaires, les étudiants, les journalistes et tous les citoyens qui s'intéressent au débat public.



www.netvibes.com/thinktank



La FONDATION RES PUBLICA a noué des relations avec divers fondations ou instituts de recherche français (IFRI, IRIS, Fondation pour l'Innovation Politique, Fondation Gabriel Péri, etc.) ou étrangers. La Fondation a par ailleurs développé avec l'Institut de Relations Internationales et Stratégiques (IRIS) le **TABLEAU DE BORD DES THINKS TANKS** qui vous permet de consulter les dernières publications d'une sélection des principaux *think tanks* des grands pays industrialisés, grâce à un système de syndication.

Cet outil est consultable à l'adresse www.netvibes.com/thinktank et propose les dernières publications de *thinks tanks* français, allemands, anglais, américains, chinois, russes, italiens, japonais, espagnols, indiens et israéliens.

Parmi les 80 *think tanks* sélectionnés, citons en particulier : Friedrich Ebert Stiftung / Konrad Adenauer Stiftung / Stiftung Wissenschaft und Politik / Economic Policy Institute / New America Foundation / Cato Institute Hudson Institute / Heritage Foundation American Enterprise Institute / Fondation Robert Shuman Bruegel International Crisis Group / Institute of Economic Affairs Institute for Public Policy Research / Royal Institute of International Affairs Fundación Pablo Iglesias / Fundación para el análisis y los estudios sociales Moscow State Institute of International Relations (MGIMO) National Institute for Research Advancement (NIRA) Chinese Academy of Social Sciences / Fondation Jean-Jaurès Fondation pour l'innovation politique / Fondation Gabriel Péri

SOUTENIR LA FONDATION

Vous pouvez soutenir les activités
de la FONDATION RES PUBLICA
en lui adressant votre soutien financier.

La Fondation étant reconnue d'utilité publique
par décret du 30 décembre 2005,
les versements que vous lui accorderez
vous feront bénéficier d'un avantage
fiscal conséquent :

POUR LES PARTICULIERS

la loi de finances permet
la déduction de l'impôt
sur le revenu de 66%
du montant de vos dons.
*Pour un don de 100 euros,
vous pouvez déduire 66 euros
de votre impôt sur le revenu.*

POUR LES ENTREPRISES

la loi de finances permet
une déduction de vos dons
de l'impôt sur les sociétés,
à hauteur de 60%.

Vous pouvez imprimer le bon
sur notre site Internet
et l'adresser, avec votre chèque à

**FONDATION RES PUBLICA
52 RUE DE BOURGOGNE 75007 PARIS**

Le reçu fiscal vous sera ensuite adressé.





FONDATION
RES PUBLICA



FONDATION
RES PUBLICA

JEAN-PIERRE CHEVÈNEMENT
Président-fondateur

ALAIN DEJAMMET
Président du Conseil Scientifique

JEAN-YVES AUTEXIER
Directeur

DANIÈLE DUWOYE
Secrétaire générale

52 RUE DE BOURGOGNE 75007 PARIS
TÉL: 01 45 50 39 50
FAX: 01 45 55 68 73
MAIL: res-publica@wanadoo.fr
www.fondation-res-publica.org